

LE MALENTENDU DE DELANOË

Les socialistes commencent à préparer leur Congrès de novembre, qui leur donnera une nouvelle direction, à la fois feuille de route pour l'avenir et équipe pour avancer dans l'exécution de ce projet.

En toute logique, le projet devrait précéder le choix de l'équipage qui le mettra en œuvre. Et, dans la réflexion sur le projet, Bertrand Delanoë a pris un temps d'avance en publiant « De l'audace » (Robert Laffont, 2008). Suivant sa méthode de démocratie participative, Ségolène Royal a envoyé dix questions aux militants, et n'a pas encore dévoilé son programme. Quant à François Hollande, il a égrainé les dix galets polis des synthèses défraîchies, dans ses dix questions pour un Congrès réussi. Ses réponses sont d'un tel classicisme, et même d'un tel académisme socialiste, qu'il souligne en creux l'urgence d'une pensée audacieuse pour dire ce que devrait faire la gauche française, si elle veut reconquérir le pouvoir aux prochaines élections présidentielles de 2012 (Le Monde du 30 mai 2008).

Partons donc à la recherche des audaces du Maire de Paris et soulignons les domaines où il reste encore bien du travail à faire. J'ai choisi, dans ce livre, plutôt dense pour un livre d'entretien avec un journaliste complice, cinq audaces.

La première est le plaidoyer pour le non-cumul des mandats, en l'espèce le mandat unique pour les parlementaires, sujet que le « parti de notables à l'état d'esprit alangui » a frileusement écarté de ses demandes pour la réforme en cours de la Constitution. Il aurait dû pousser l'audace jusqu'au non-cumul pour tout mandat, européen, national ou local, afin de nous conformer une fois pour toutes à la règle générale des démocraties.

Deuxième audace : la dimension culturelle qui, de façon surprenante, court à travers de nombreux chapitres. L'auteur commence par affirmer que « Céline est un salaud de première et un grand écrivain. » Il ajoute que le goût de la culture et de l'Histoire (avec un grand H) se perd chez le chef de l'État et chez des candidats à sa succession. Le respect de la culture d'origine est, selon lui, une des facettes d'une politique réussie d'intégration des jeunes des cités. Et, dans l'action diplomatique, la culture peut être un levier subtil pour diffuser les idées démocratiques : « Avec la culture, tout passe : la liberté, les droits de l'homme ». Et enfin, la culture et l'économie sont étroitement liées, ce que Paris démontre à l'évidence.

Troisième audace, Delanoë plaide pour « une autre croissance ». Il récuse la thèse que le revenu des habitants des pays riches devrait diminuer pour accroître celui des pays émergents et des pays pauvres. Haro sur la décroissance ! Les économies d'énergie peuvent, au contraire, passer par des progrès technologiques qui susciteront de nombreuses créations d'emplois. Par contre, il est muet sur les professions, par exemple les pêcheurs) dont l'avenir est compromis par la hausse du baril et la raréfaction des ressources naturelles. Dans la vision schumpétérienne de la croissance comme « destruction créatrice », il voit la création davantage que la destruction.

Plus généralement, il prend acte que « l'économie de marché est un fait », et prône que « les socialistes ne doivent pas se substituer aux entrepreneurs mais doivent créer un contexte stimulant en favorisant la formation, l'innovation, la recherche. »

Quatrième audace : l'immigration, à laquelle tout un chapitre est consacré. L'immigration de main-d'œuvre est nécessaire à long terme, y compris pour les emplois moins qualifiés du bâtiment ou de la restauration. Mais elle doit être régulée. Par priorité, les réseaux de trafic d'esclaves clandestins doivent être démantelés. Mais, inversement, l'ouverture complète des frontières n'est pas possible : « Si nous le faisons, vous en verriez des bidonvilles, des quartiers ghettos, des gens malheureux ». Le lien du visa avec un logement et un emploi n'est donc pas choquant. « Si la politique que l'on mène est fondée sur des principes, si elle est courageuse, si elle intègre, si elle régularise ceux qui doivent l'être, alors il faut assumer les expulsions ».

Cinquième audace : le terrorisme est « le principal défi international pour la France ». Il doit donc être combattu sans faiblesse, même en Afghanistan qui lui sert de base arrière. La France doit y participer aux actions militaires décidées par l'ONU, sans se réfugier dans un apaisement qui évoquerait le Munich de 1938. « Le terrorisme n'est pas une théorie, c'est une passion : la passion de la mort. L'expliquer serait l'excuser ».

Dans d'autres domaines, l'approche est plus prudente. Ainsi, de la réforme de l'État, qui doit être « rationalisé ». « Pour être un bon socialiste, désormais, il faut être un bon manager ». Mais l'on ne va pas au-delà de la lutte contre les gaspillages et l'on reste sur sa faim, quant à l'organisation centrale et territoriale des multiples couches d'administration publique. Il est vrai que « la gauche a toujours été le parti des fonctionnaires » !

De même sur les retraites, il est affirmé que c'est une vraie question, différée par les gouvernements de gauche et mal traitée par le gouvernement conservateur actuel. Mais la seule piste suggérée est de tenir compte de la pénibilité des tâches, celle de l'universitaire étant moins pénible que celle de la caissière. Et il n'y a rien sur la santé.

Sur l'école, cela part bien avec : « l'égalité des chances n'existe que sur le papier ». « Il peut y avoir du conservatisme chez les professeurs, mais il faut quand même se rendre compte à quel point cette fonction, qui est l'une des plus nobles dans la République, a été à la fois décriée et transformée ». Pour pallier la « grande misère de l'Éducation nationale », il faut des moyens supplémentaires, particulièrement concentrés sur les « zones d'éducation prioritaires » dans le cadre d'une action positive (« affirmative action »).

Après ces réflexions qui ont pour but de vous montrer que cela vaut la peine de lire et discuter ce livre, je ne peux qu'être consterné par le débat absurde et périphérique qui a été lancé dans les médias sur la phrase « Je suis donc libéral ET socialiste ». D'autant qu'à deux reprises, il est recommandé de ne pas « nous acharner sur un mot » et de se défier « des mots qui nous piègent ».

Il n'y a pas de honte à dire que « je suis probablement plus proche idéologiquement » de Dominique Strauss-Kahn, tout en développant des idées, sur le besoin d'autorité dans la société française et sur le projet nucléaire iranien, qui sont proches des thèmes de la campagne présidentielle de Ségolène Royal.

Être libéral en politique, c'est-à-dire défendre les libertés individuelles (y compris celle d'entreprendre), me semble parfaitement banal en ce début de XXI^e siècle. Être socialiste, c'est-à-dire organiser la vraie égalité des chances et la vraie solidarité avec les plus faibles, ne me paraît guère plus original.

Pourquoi, sinon pour des raisons de rivalité de personnes, participer à la division du camp du socialisme moderne, intégré dans un grand mouvement européen, que constituent en réalité Delanoë, Strauss-Kahn et Royal ? Pourquoi faire ainsi le bonheur des révolutionnaires de bistrot, qui sont les alliés objectifs des conservateurs, voire des corporatistes socialistes de tous poils ?

Cela me fait penser au « Malentendu » de Camus. C'est l'histoire d'un homme qui revient chez lui après un long voyage et qui est accueilli dans l'auberge familiale par sa mère et sa sœur. Il fait semblant d'être un client ordinaire et montre le beau collier qu'il a acheté pour sa mère, se réservant de faire la surprise du cadeau le lendemain matin. Hélas, pendant la nuit, les deux femmes assassinent le voyageur pour le dépouiller de ce collier si convoité.

Il y a dans le livre de Bertrand Delanoë un malentendu : écrit comme un texte de réflexion, il a été transformé en un moyen d'action. Espérons que la gauche moderne saura se retrouver cet automne sur un projet commun et que l'on pourra dire « Tout est bien qui commence bien ».

Christian Sautter